

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
RUES DE LA MOTTE – FRANCOIS ARAGO
ROUTE DE LAVAL – BD JEAN MONNET

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS TEMPORAIRES DU MAIRE

ARRÊTÉ TEMPORAIRE n° 2023/ST/048,

LE MAIRE DE MAYENNE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2,

VU le Code de la Route, notamment ses articles R417-10/II 10°, R417-11, R325-14, R411-25,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles afin d'assurer la sécurité publique et notamment celle des piétons et des automobilistes,

CONSIDÉRANT que l'entreprise SANTERNE – 558 boulevard François Mitterrand – 53100 MAYENNE doit procéder à la rénovation de l'éclairage public rues de la Motte, François Arago, route de Laval et boulevard Jean Monnet, à l'aide d'une nacelle,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, pour des raisons de sécurité, de réglementer la circulation,

CONSIDÉRANT l'avis favorable du CONSEIL DEPARTEMENTAL en date du 31 janvier 2023,

ARRETE :

Article 1^{er} – Une chaussée rétrécie est mise en place, rue de la Motte, rue François Arago, route de Laval et boulevard Jean Monnet, afin de permettre à l'entreprise SANTERNE de procéder aux travaux énoncés ci-dessus.

Article 2 – Le présent arrêté porte sur la période du **MERCREDI 15 FEVRIER au LUNDI 3 AVRIL 2023.**

Article 3 – La signalisation appropriée, utile et nécessaire à la sécurité des usagers et des riverains, **entre autres un renvoi piétons** est fournie et mise en place par l'entreprise SANTERNE.

L'entreprise est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Celle-ci doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux.

Article 4 – Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Mayenne et Monsieur le commandant de la brigade de proximité, gendarmerie de la Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

DESTINATAIRES :

M. le commandant de la brigade de proximité
Service Voirie
M. RAGOT, bureau d'études espaces publics
ENTREPRISE SANTERNE
CONSEIL DEPARTEMENTAL
Agents de Surveillance de la Voie Publique
Affichage - PRESSE

LE MAIRE DE MAYENNE,
certifie avoir affiché ce jour le présent
arrêté dans les lieux et forme accoutumés.

MAYENNE le **- 7 FEV. 2023**

Le Maire, **Jean-Pierre LE SCORNET**

